

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Problèmes pour les PDG de Continental (Clairoix) et de Sony (Pontonx sur l'Adour)

- Social -

Date de mise en ligne : vendredi 13 mars 2009

Démocratie & Socialisme

Ce n'est pas la même branche : équipementier automobile et fabrication de bandes magnétiques vidéo. Ce n'est pas la même région : Oise et Pyrénées atlantiques.

Ce n'est pas exactement la même bataille : dans un cas, contre les licenciements, dans l'autre pour hausser les indemnités de licenciements.

Les deux entreprises n'ont pas la même taille : 1120 salariés à Continental, 311 salariés à Sony.

Ca n'a pas pris la même forme : dans un cas, le PDG a reçu des oeufs en pleine tête et il a dû fuir l'usine avec tous ses cadres, dans l'autre il a été séquestré toute la nuit pour lui imposer de négocier. Mais entre Louis Forzy, le PDG de Continental dans l'Oise et Serge Foucher, le PDG de Sony dans les Landes, il y a un solide point commun : ils ont mérité la haine sociale de leurs salariés respectifs.

N'y a t il que deux PDG à avoir ce point commun ?

Bien sûr que non.

Il est surprenant que cela n'arrive pas plus quand Total gagne 14 milliards et supprime 555 postes. Quant LVMH gagne 2,026 milliards et annonce des réductions d'emplois. Quant la Société générale gagne 1 milliard et en distribue 98 % en dividendes à ses actionnaires.

Quand les emplois sont supprimés et les salaires bloqués, notamment pour 7 millions de travailleurs pauvres. Alors, il faut le savoir, car ce n'est pas TF1 qui va nous le dire, partout en France, ça bouge.

A Evreux, par exemple, la suppression de 798 emplois vient de provoquer l'occupation de l'usine de GlaxoSmithkline. A Heudebouville, le même jour, selon Paris Normandie, palettes en feu et fanions syndicaux, 80 salariés sur 234 à 4 h 30 du matin empêchent l'accès aux dépôts "Ed" qui desservent 120 magasins ou travaillent 1300 salariés : rare dans la grande distribution, mais, parce que leurs salaires sont dérisoires, ils réclament 300 euros de hausse.

L'immense majorité des « plans de sauvegarde de l'emploi » ne sont pas justifiés économiquement. Ils veulent protéger leurs profits déjà exorbitants de la crise qu'ils ont provoqué en faisant payer les pots cassés aux salariés. Ils licencient pour les actionnaires et contre les salaires. Pour conserver des marges de 15 % de profit quoiqu'il arrive : pas une seule seconde ils n'envisagent, ne proposent, n'acceptent, de baisser leurs profits pour conserver les emplois et les salaires. La logique du capitalisme est impitoyable, elle est rapace, avide, cupide... tant qu'elle ne rencontre pas des salariés décidés à ne pas se laisser faire.

Et ça fait plus que commencer : entre la Guadeloupe, l'Oise et les Landes, l'Auvergne, le lien est en train de s'effectuer insensiblement, sur les mots d'ordre et les formes de lutte...

En Guadeloupe, le LKP avait regroupé 40 organisations. Le 19 mars, un front de 8 syndicats d'un côté et de 11 organisations de gauche de l'autre, appelle à la grève et à manifester dans tout le pays, privé et public.

En Haute-loire, 8 syndicats appellent sur le mot d'ordre central de « 200 euros » pour tous ! Maintenant les syndicats de Michelin du 43 appellent au 19 mars en réclamant 200 euros...

Problèmes pour les PDG de Continental (Clairoix) et de Sony (Pontonx sur l'Adour)

C'est facile à comprendre l'explosion qui se prépare : Michelin a imposé le chômage partiel qui affame les salariés, il a viré 85 CDD et 20 intérim, et il emprunte 144 millions d'euros pour les reverser en dividendes aux principaux actionnaires... la CGT et FO de Michelin l'écrivent dans leur tract : « Non seulement il y a la possibilité de maintenir l'intégralité de nos salaires pendant le chômage partiel, mais également de les augmenter au minimum de 200 Euros mensuels. » Le tract des Michelin est illustré d'un poing fermé sur lequel il est écrit « dans grève il y a rêve ».

En mai 68, à l'occasion du succès d'une immense journée d'action, celle du 13 mai, le démarrage s'est fait en traînée de poudre, de Sud Aviation (Bouguenais) à Renault (Cléon), les 14, 15, 16 mai...puis dans tout le pays. Et il y en eu des piquets de grève et des PDG séquestrés !

Pour ceux qui savaient voir, mai 68 était annoncé dès les grandes journées d'action des 17 mai 1966 et 67, et aussi dans les grèves de la Rhodiaceta, (mars et décembre 67) de Redon, de la Saviem à Caen en janvier 68.

Quand on meurt d'avoir des salaires trop bas alors que les riches s'empiffrent, c'est ce qui arrive.

En mai 68, la hausse du Smig obtenue a été de 33 % et celle du Smag de 55%. Aujourd'hui une semblable hausse porterait le Smic à 1740 euros. Ce qu'on a fait une fois, on peut le faire une deuxième fois. Histoire que les PDG qui se sont augmentés de 58 % en 2007, le comprennent une bonne fois pour toutes.

Gérard Filoche, vendredi 13 mars 2009, 8 h